

Quoi qu'il en soit, la manière dont le gouvernement s'est occupé des obligations d'épargne du Canada a eu pour effet de pousser des acquéreurs à en encaisser pour près de 2 milliards de dollars depuis le début de l'année financière. En 1979-1980, la valeur des obligations d'épargne du Canada détenues par des Canadiens a diminué de 1.25 milliard de dollars. C'est sans doute qu'après avoir constaté de quelle façon le gouvernement gère les obligations d'épargne du Canada, les Canadiens se montrent plus malins que certains boursiers qui achètent des obligations sur le marché et qu'ils se demandent s'ils peuvent faire confiance au gouvernement pour gérer leur avoir.

Dans quels domaines avons-nous contracté cette dette? La dette sous forme de bons du Trésor s'élève maintenant à 18.6 milliards alors qu'au 31 mars 1977, il y a trois ans à peine, elle ne s'élevait qu'à 8.2 milliards. Voilà dans quel sens les choses ont évolué. Dernièrement, le marché a sans doute pu absorber la dette des obligations commerciales du gouvernement, mais cela n'a pas toujours été possible, d'ailleurs, compte tenu des emprunts que le gouvernement envisage d'effectuer, il y a fort à parier que nous nous retrouverons dans une situation où le marché ne pourra plus absorber cette dette. En fait, le 25 juin dernier, la Banque du Canada a reconnu qu'elle avait dû accroître son actif de bons du Trésor de 459.3 millions à cette date. Au cours de cette seule semaine, le gouvernement a été dans l'obligation d'accroître la masse monétaire de 625 millions. La Banque s'est contentée pour ce faire d'imprimer de nouveaux billets.

● (1600)

Quand nous examinons tout cela de plus près et que nous voyons ce que la Banque du Canada doit conserver en titres d'État d'une année à l'autre, nous constatons que, d'après le dernier bilan de la Banque du Canada pour cette année, la Banque détient 2.368 milliards de dollars en dettes publiques de plus qu'il y a un an. Cela ne peut plus continuer si nous voulons une monnaie saine et solvable.

La seule chose que nous pouvons faire pour résoudre nos problèmes d'emprunt et remettre de l'ordre dans nos affaires, c'est de songer à la possibilité d'apporter certains changements fiscaux. Le gouvernement doit essayer autre chose. S'il a l'intention de continuer à trop dépenser, il devra continuer à percevoir trop d'impôts, et il doit donc aviser à d'autres moyens d'obtenir des recettes.

Il y a plusieurs choses que le gouvernement pourrait faire. Il pourrait faire ce que proposait le budget Crosbie, c'est-à-dire percevoir une taxe d'accise sur l'essence. Ce serait un moyen de réunir des fonds, de contenir la dette et de faire payer le prix du pétrole importé par le consommateur d'essence ou de produits pétroliers. Il pourrait faire quelque chose de ce genre. Mais comme il a promis de ne pas le faire, il ne le fera pas.

Le gouvernement pourrait s'adresser franchement à l'ensemble du pays et augmenter l'impôt sur le revenu, mais il ne semble pas vouloir faire cela non plus. L'une des possibilités auxquelles il songe vraiment serait de supprimer les dispositions d'indexation dans la loi de l'impôt sur le revenu. La suppression de l'indexation produirait des recettes aussi facilement qu'une hausse des impôts, mais elle serait moins visible. L'inflation se chargerait de tout et s'attirerait tout le blâme. C'est ce qu'on disait dans le *Journal* d'Edmonton le 16 juin 1980, et d'autres journaux en ont fait autant. Les Canadiens savent que le seul à profiter de l'inflation si l'impôt personnel

n'est pas indexé sera le gouvernement, et quelle merveilleuse façon d'augmenter les impôts!

C'est ce que le gouvernement compte faire. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons insisté au comité pour que le ministre nous donne un tableau indiquant ce qui arrivera au contribuable moyen qui est marié et qui a deux enfants. Cette année, si le régime n'était pas indexé, le contribuable qui gagne \$15,000 devrait payer \$240 de plus en impôt. Cela représente près de \$5 par semaine ou \$20 par mois. Le contribuable qui gagne \$25,000 paierait \$460 de plus par année. Certains prétendent que l'indexation n'aide que les riches, mais si je gagnais \$100,000 par année, c'est-à-dire quatre fois \$25,000, je devrais payer seulement \$1,300 de plus par année.

Pour les nantis, l'indexation, ce n'est rien, mais pour le citoyen ordinaire qui peine et qui paie la note dans notre pays, l'indexation c'est important. Si elle est abolie, son impôt augmentera immédiatement de 10 p. 100 et de plus en fait. Si c'est là le genre de programme que le gouvernement se propose d'annuler—quelle que soit l'équité du régime fiscal—afin d'augmenter ses recettes pour payer ses dépenses et pallier son manque de leadership économique, notre parti s'y opposera et, j'en suis sûr, nos amis du Nouveau parti démocratique feront de même.

D'autres questions ont été soulevées au comité. Mon ami, le député de Broadview-Greenwood (M. Rae), a fait remarquer que bien des provinces avaient beaucoup d'argent et que leurs recettes, en particulier celles des provinces de l'Ouest, étaient florissantes. Trois d'entre elles en fait, ont maintenant des caisses du patrimoine. Elles n'ont même pas besoin de toutes leurs recettes, et pourtant, des paiements de péréquation sont toujours versés à la Saskatchewan. Je mentionne seulement cette province parce qu'elle peut se permettre d'avoir une caisse du patrimoine, mais elle profite aussi de la péréquation parce que rien n'a été fait pour voir ce problème sous son vrai jour.

Au cours des années 30, les Prairies ont connu une grave dépression, et les députés se souviendront que nous avons adopté la loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Je me demande si elles vont se rétablir un jour. Lorsqu'une personne est emprisonnée à vie, elle est normalement libérée sous condition après 25 ans, mais cela fait 45 ans que la loi a été adoptée et nous engouffrons toujours beaucoup d'argent dans le rétablissement des Prairies. Nous affectons environ 30 à 35 milliards par année à ce programme, dont la majeure partie va à la Saskatchewan, quoique l'Alberta en recueille aussi une bonne part.

C'est là le genre de chose qui me préoccupe: le gouvernement est à court d'argent, il doit aller emprunter sur le marché et épuise les ressources financières du pays. Certains gouvernements provinciaux sont très riches, et je me demande pourquoi le gouvernement fédéral ne leur dit pas: «Essayons de réaménager nos responsabilités en fonction de la situation actuelle».

J'ai parlé au comité du cas de la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui a perdu 1 milliard de dollars l'an dernier et qui en perdra probablement  $\frac{3}{4}$  de milliard cette année. Et pourtant, la Société est toujours dirigée par la même équipe et on lui accordera cette année des crédits de 1,242 millions. La Société n'a pas d'objectif bien défini et ne sait que